



www.icem.org

# ICEM

# GLOBAL MINFEO



**Troisième Congrès de l'ICEM**  
Stavanger, Norvège  
Pages 3-12

FÉDÉRATION INTERNATIONALE  
DES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS  
DE LA CHIMIE, DE L'ÉNERGIE,  
DES MINES ET DES  
INDUSTRIES DIVERSES

## Table des matières

- 4-5 Résolutions adoptées par le Congrès**  
le programme quadriennal est en place
- 6 Le défi de VIH/Sida**  
l'ICEM en pourparlers avec des firmes pharmaceutiques
- 7 Avancées pour les femmes en Afrique du Sud**  
les femmes de l'ICEM montrent le chemin
- 8-10 Propos marquants entendus au Congrès**  
les syndicats du monde donnent de la voix
- 15 Conférence des jeunes en Ukraine**  
"brandir l'étendard de la jeunesse"



En couverture: de gauche à droite, Fred Higgs de l'ICEM, Lars Myhre du NOPEF, John Maitland de l'ICEF.  
Crédit photographique: personnel de l'ICEM

Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses

Website: [www.icem.org](http://www.icem.org)

E-mail: [info@icem.org](mailto:info@icem.org)



Avenue Emile de Béco 109  
B-1050 Bruxelles  
BELGIQUE  
Tel. +32 2 626 2020  
Fax +32 2 648 4316

Editeur : Fred Higgs, *Secrétaire général*  
Rédacteur : Dick Blin, *Responsable de l'information et des publications*  
Mise en page : Thierry Lenoir, *Assistant publications et conception*

Global.Info est la publication officielle de l'ICEM, une Fédération syndicale internationale de 20 millions de travailleurs affiliés à plus de 400 syndicats dans 120 pays. Global.Info est publié en anglais, français, allemand, japonais, russe, espagnol et suédois. La reproduction d'articles est encouragée, à l'exception des photos et graphiques d'auteurs qui ne peuvent être reproduits sans l'autorisation du détenteur du droit d'auteur.



*L'orchestre  
Symphonique  
de Stavanger*

## Le Congrès, une Feuille de Route pour des Solutions globales

L'hospitalité nordique et le sens aigu de l'organisation de nos hôtes norvégiens ont fait du troisième Congrès mondial de l'ICEM un succès mémorable. 930 délégués de 121 pays ont marqué de leur empreinte ce Congrès quadriennal en mettant en route un programme palpable qui servira de guide aux vingt millions d'adhérents de l'ICEM pour les prochaines années.

Dès son ouverture, le Congrès, qui s'est tenu du 28 au 30 août, a été marqué par un événement qui montre que, même à notre époque troublée, le dévouement prime sur la cupidité et la convoitise. L'orchestre symphonique de Stavanger a en effet interprété deux extraits de Peer Gynt, d'Edvard Grieg (*Au matin* et *Dans le hall du roi des montagnes*), suivis d'un troisième d'Hector Berlioz (*Marche à l'échafaud*). Ensuite, un porte-parole de l'orchestre a annoncé que le cachet de 50.000 couronnes destiné aux musiciens serait ajouté aux 200.000 déjà recueillies pour versées pour reconstituer des programmes musicaux et fournir des instruments aux enfant d'Irak dévasté par la guerre.

Les délégués ont ensuite pu entendre plusieurs orateurs locaux, dont Olav Stoylen, le président du syndicat norvégien des travailleurs de la chimie, Kjemisk Forbund, qui leur a parlé des défis du moment et de la force du mouvement syndical. "Il ne faut pas permettre aux multinationales de combattre les syndicats", a-t-il déclaré. "L'ICEM doit utiliser son savoir-faire, celui de ses affiliés pour trouver des solutions" qui permettront aux travailleurs de vivre mieux.

### **Le collectivisme est notre force**

Dans son exposé, John Maitland, à la fois Président de l'ICEM et du syndicat australien CFMEU, a parlé d'un monde "ravagé par les conflits, le terrorisme et la guerre", dans lequel on dépense chaque minute 1,4 million de dollars pour l'armement.

Evoquant les possibilités qui s'ouvrent au monde du travail, John Maitland a poursuivi en disant que la vérité est que la société civile réclame davantage de justice sociale et d'attention aux problèmes communautaires. "Je vois un mouvement syndical avec le vent en

poupe. Nous tirons notre force de nos adhérents; ils sont notre force. Nous pouvons tirer parti du collectivisme et si nous le faisons, plus rien ne pourra nous arrêter."

Le Secrétaire général de l'ICEM, Fred Higgs, a présenté un rapport détaillé sur les programmes et les activités du Secrétariat au cours des quatre dernières années; il a aussi souligné la nécessité pour l'ICEM de réagir à la pandémie de VIH/Sida, à la crise de la paix et de la sécurité mondiales et de mettre en place des mécanismes qui imposent transparence et responsabilité aux grands groupes mondiaux.



**John  
Maitland**



**Fred  
Higgs**

**des Solutions globales  
Suite Page 11**



# L'ICEM adopte son Programme quadriennal

**Cotisations:** A dater du 1er janvier 2004, la cotisation annuelle par adhérent passera de 2,10 à 2,40 CHF. Au 1er janvier des années suivantes – 2005, 2006 et 2007 – elle augmentera au rythme de l'inflation des années correspondantes en Belgique.

**Répartition des sièges régionaux / Procédures de vote:** Les amendements à l'article 19 destinés à refléter la répartition des sièges alloués aux divers pays de chaque Région représentative doivent être votés par les organisations affiliées de ladite région, le nombre de voix étant calculé sur la moyenne du nombre effectif d'adhérents en ordre de cotisation des trois années civiles précédant l'année de la tenue du Congrès ou au prorata pour les organisations ayant adhéré à L'Internationale après le Congrès précédent.

**Dates des Congrès:** Le prochain congrès, en 2007, se tiendra, comme par le passé, en novembre.

**Cotisations minimum:** Modification de l'article 10 supprimant la référence à la cotisation minimum pour services due par la catégorie d'affiliation D.

**Changement de la catégorie Europe centrale:** Une résolution d'urgence ayant recueilli les signatures de cinq affiliés de cinq pays différents entérine le passage des affiliés d'Europe centrale de la catégorie B à la catégorie C en matière d'affiliation.

**Energie nucléaire:** Une motion générale demandant que l'ICEM promeuve les "meilleures pratiques" dans l'industrie électronucléaire en vue d'assurer un degré optimal de santé, de sécurité et de protection de l'environnement, a été amendée afin d'y insérer le libellé adopté à la Conférence de l'ICEM sur l'énergie de Rome et disant que l'ICEM s'adressera à l'Agence de l'énergie atomique et à l'OIT en quête de normes unifiées pour l'industrie.

**Adhésion de l'ICEM au Mouvement mondial pour la paix:** Par un amendement, l'ICEM encourage ses régions à nouer des alliances en vue de campagnes pour la paix et la justice sociale. Cet amendement appelle l'Exécutif de l'ICEM à arrêter, pour ces alliances régionales, des prin-

cipes directeurs fondés sur les conventions fondamentales de l'OIT et sur les politiques de l'ICEM et demande que les régions tiennent l'ICEM au courant de l'évolution de la situation.

**Législation du travail au Pérou:** Une motion générale demandant que l'ICEM appuie l'approbation immédiate du nouveau Code général du travail du Pérou et que le gouvernement adhère aux normes particulières du travail et respecte notamment le droit de se syndiquer, de négocier collectivement et de faire grève. Il invite aussi le Pérou à ratifier la convention 176 de l'OIT sur la sécurité et la santé dans les mines, demande que les multinationales de la mine respectent l'environnement et que le produit de la taxe sur l'exploitation minière en vigueur dans le pays soit intégralement redistribué aux communautés des



zones dans lesquelles sont extraits les dépôts minéraux.

**Réseau syndical mondial de l'ICEM pour Rio Tinto:** Une résolution affirmant le maintien en activité du Réseau Rio Tinto pour le compte des travailleurs de cette compagnie minière et la poursuite du front uni de protestation contre les pratiques antisyndicales de Rio Tinto.

**Pauvreté dans le monde:** Que les affiliés de l'ICEM fassent pression auprès des gouverne-

ments de leurs pays pour qu'ils éliminent la pauvreté dans le monde en accroissant les moyens affectés à la coopération au développement, principalement en réclamant un prélèvement minimum sur la spéculation monétaire.

**Solidarité globale:** Compte tenu de la mobilité actuelle de la main-d'œuvre, il faudrait que l'ICEM examine et évalue la nécessité de mettre en place un système par lequel les travailleurs passant d'un pays à un autre auraient la possibilité de consulter le syndicat correspondant du nouveau pays et d'y adhérer.

**Réserves syndicales mondiales:** L'ICEM doit s'efforcer d'intensifier les contacts entre syndicats à l'échelle mondiale en vue de promouvoir la coopération entre organisations syndicales nationales du secteur manufacturier et de mettre le thème de la future structure syndicale au centre des débats des conférences mondiales du travail. Par ailleurs, il faudrait une étude spéciale pour souligner les efforts syndicaux couronnés de succès dans les domaines de la coopération et des fusions; de même, il y aurait lieu de préparer un projet de proposition sur ce thème en vue de la prochaine réunion de l'Exécutif de l'ICEM.

**Projets mondiaux de solidarité:** Pour que l'ICEM resserre sa coopération avec les bailleurs de fonds et que L'Internationale prépare encore plus soigneusement ses projets et que l'expérience des divers projets menés à terme soit communiquée aux partenaires concernés. Dans le cadre de ces projets, la priorité va à la coordination régionale en vue du suivi et à l'identification d'organisations syndicales en tant que partenaires d'une future coordination.

**Accords mondiaux:** Afin de mettre davantage l'accent sur la recherche d'accords mondiaux, de créer de nouveaux réseaux syndicaux et de renforcer les réseaux existants. Cette résolution demande que les régions aient davantage de responsabilité dans la surveillance et le suivi des accords mondiaux.

**Jeunes travailleurs:** Pour que le Présidium de l'ICEM soit chargé de mettre au point une stratégie quant à l'organisation et à la promotion de la participation des jeunes travailleurs aux activités et aux structures de l'ICEM. La création d'un comité des jeunes de l'ICEM a aussi été demandée afin de favoriser le suivi aux échelons local, régional et national.



**Programme d'éducation et de formation:**

Demande au Présidium et à l'Exécutif d'envisager la création d'un comité restreint chargé d'activités de projet se rapportant à l'éducation et à la formation aux divers aspects de la mondialisation.

**Birmanie:** Une résolution des affiliés japonais demandant fermement à l'ICEM de condamner publiquement la junte militaire pour son régime répressif de travail forcé et de négation des droits démocratiques et qui engage l'ICEM à s'associer à d'autres fédérations syndicales internationales pour réclamer la libération immédiate de Mme Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie en Birmanie actuellement en détention.

**Solidarité de l'ICEM avec les travailleurs guatémaltèques de Goodyear:** Soutien aux travailleurs du pneu de Goodyear au Guatemala.

**Groupe de travail sur les activités ultérieures au Congrès:** Approbation et adoption par le 3e Congrès mondial de l'ICEM du document intitulé "Groupe de travail sur les activités ultérieures au Congrès", expliquant les priorités du Secrétariat pour les quatre prochaines années.

**Résolution sur la Colombie (déposée au Présidium et adoptée par celui-ci le 9.10.2003):** Une longue résolution demandant à l'ICEM et à d'autres fédérations syndicales internationales de dégager les moyens nécessaires pour dénoncer les meurtres de travailleurs et de responsables syndicaux commis en Colombie, dénoncer la position du gouvernement qui, en 2003, a refusé l'envoi d'une mission d'enquête de l'OIT, inviter instamment le ministère colombien des mines et de l'énergie à changer sa politique de privatisations, censurer Union Fenosa in Electri Costa et Electri Caribe et exhorter ces entreprises à cesser leurs menées antisyndicales et mettre en place un réseau en vue de la préparation d'un futur Accord mondial.

## L'ICEM en Pourparlers avec des Firmes pharmaceutiques à Propos des Traitements du VIH/Sida

L'ICEM a révélé à son Congrès être en pourparlers avec les principales firmes pharmaceutiques en vue de la fourniture gratuite ou à des prix abordables de médicaments antirétroviraux pour lutter contre la pandémie de VIH/Sida dans les pays en développement.

L'ICEM représente non seulement des travailleurs de la chimie occupés dans l'industrie pharmaceutique, mais aussi des travailleurs industriels de secteurs très durement touchés par le VIH, comme l'énergie et l'extraction minière, dans des régions en développement d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et d'Asie.

“Nous croyons qu'en sa qualité de fédération syndicale mondiale, l'ICEM est idéalement placée pour faire la différence dans la lutte contre le VIH/Sida”, a déclaré le Secrétaire général de l'ICEM, Fred Higgs, à une conférence de presse annonçant cette initiative.

Le dialogue entre l'ICEM et de hauts responsables de firmes pharmaceutiques a démarré au début de l'année après qu'un consultant de l'industrie ait pressenti Fred Higgs à propos de la fourniture de médicaments contre le VIH dans des pays où le virus est présent de manière endémique. Les firmes pharmaceutiques font l'objet de critiques virulentes jugeant qu'elles ne font pas assez dans la lutte mondiale contre le virus.

Pendant la conférence de presse, Fred Higgs a décrit une technique dans laquelle un cocktail de traitements antirétroviraux – composés des médicaments de plusieurs firmes – serait l'idéal pour traiter les victimes du virus dans les pays en développement. Mais il a aussi souligné les obstacles auxquels se heurtent les firmes pharmaceutiques pour mettre sur pied un tel consortium, notamment les lois antitrust de leurs pays respectifs et les brevets qui couvrent encore pour longtemps beaucoup de médicaments contre le VIH/Sida.

D'autre part, ces médicaments sont très onéreux, ce qui empêche beaucoup d'organismes et de victimes des pays en développement de se procurer les antidotes nécessaires. C'est le point fondamental que l'ICEM met en avant dans ses pourparlers avec les firmes pharmaceutiques : l'industrie doit s'engager à fournir des médicaments contre le VIH/Sida gratuitement ou à un coût minime.



### Accords mondiaux

Rien de surprenant à ce que le Congrès se soit tenu en Norvège, siège de deux firmes auxquelles l'ICEM est liée par des accords mondiaux : Statoil et Norske Skog. L'accord avec Statoil a été reconduit pour deux ans; Lars Myhre, du NOPEF, y voit “un document durable et précieux dont d'autres groupes mondiaux feraient bien de s'inspirer. **A gauche**, Fred Higgs et Rolf Negard, de Norske Skog, déchiffrent les principes énoncés par le producteur de pâte et de papier sur une affiche lors du Congrès.

## La Conférence des Femmes de l'ICEM tombe à un Moment crucial avec l'Obtention d'Avancées dans les Mines d'Afrique du Sud

La Conférence des femmes de l'ICEM qui s'est tenue à Bucarest au printemps dernier a déjà porté ses fruits, comme ont pu l'apprendre les participants au Congrès. Faith Letlate, qui occupe le poste de *Women's Structure Secretary* au NUM sud-africain, a expliqué comment son syndicat a appliqué directement ses grandes conclusions dans ses négociations avec la Chambre des mines.

Il a ainsi pu obtenir des avantages considérables dans la nouvelle convention collective applicable sur deux ans, et notamment une amélioration des conditions de travail, un cadre spécifique pour la prévention du harcèlement sexuel et l'élimination de toutes les entraves à la sécurité du travail féminin en sous-sol.

"Grâce au soutien de nos camarades masculins à Bucarest, nous nous sommes présentées devant la Chambre des mines avec des revendications concrètes", a déclaré Faith Letlate. Le Président du NUM, Senzeni Zokwana, et son Secrétaire général, Gwede Mantashe, étaient tous deux présents à Bucarest.

Les compagnies minières ont accepté d'employer des femmes dans tous les secteurs de leur activité et elles ont maintenant des critères stricts leur imposant de respecter le quota des 30% d'emplois féminins dans l'exploitation minière, comme le prévoyait l'accord de 2001 qui n'a jamais été respecté. Des mesures seront prises pour que soient bien pris en

compte les besoins particuliers tels que la garde des enfants, l'allaitement et les risques pour la fonction reproductive et la grossesse en circonscrivant les risques d'exposition et en proposant des emplois alternatifs.

Le NUM a obtenu que l'employeur augmente sa participation au congé de maternité normalement appliqué en Afrique du Sud; ainsi, sa contribution au quatrième mois de congé passe de 75% à 100%. Des enquêtes seront réalisées, avec le concours des femmes des sections locales, sur la tension psychologique s'exerçant sur les femmes travaillant sous la terre.

Les employeurs susciteront un climat propice pour les femmes dans leurs exploitations et ont six mois pour régler tous les problèmes matériels. En matière de harcèlement sexuel, une politique en bonne et due forme entrera en vigueur dans les trois mois de la signature de l'accord qui prévoit aussi une formation du personnel et une application stricte.

"Les revendications présentées aux employeurs pour que leurs installations soient mieux adaptées aux femmes étaient le fruit de la conférence de Bucarest, dans la lettre et dans l'esprit de solidarité qui liait les femmes et les hommes présents" a conclu Faith Letlate, qui travaillait pour les services de santé d'Anglo-gold avant de passer au NUM.



Faith Letlate

### Nouveau Réseau mondial pour les Travailleurs d'ExxonMobil

Au Congrès de Stavanger, l'ICEM a créé son sixième Réseau mondial de travailleurs à la demande d'un affilié nord-américain. Des syndicats représentant les travailleurs d'ExxonMobil de 11 pays ont accepté d'être les maillons. Notre affilié américain PACE est actuellement en conflit avec la compagnie pétrolière dans ses raffineries du Texas et de la Louisiane dont le personnel, jusque là représenté par des syndicats locaux indépendants, avait choisi de s'affilier au premier syndicat américain de l'industrie pétrolière et gazière. L'affilié canadien SCEP est lui aussi en conflit avec ExxonMobil.

En 2001, le SCEP avait obtenu la représentation des travailleurs des plate-formes offshore d'Hibernia, une coentreprise dans laquelle le groupe texan est majoritaire. Bien que le Conseil du travail de la province de Terre-Neuve ait reconnu le SCEP en tant que négociateur, ExxonMobil a porté l'affaire devant la justice canadienne pour arriver jusqu'à la Cour suprême.

Les 11 pays dont les syndicats représentant les travailleurs d'ExxonMobil ont accepté de constituer le Réseau mondial sont la Belgique, le Canada, l'Italie, le Japon, la Malaisie, le Nigeria, Singapour, la Thaïlande, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Le PACE assurera la coordination du réseau; il a déjà créé un site Web à l'adresse suivante : [www.exxonmobil-solidarity.org](http://www.exxonmobil-solidarity.org).

Le Vice-président du PACE, Jim Pannell, qui est aussi membre de l'Exécutif de l'ICEM, a déclaré : "Nous sommes familiers de ce genre de coopération et nous réjouissons de pouvoir exprimer notre solidarité avec d'autres salariés d'ExxonMobil."

# Propos marquants tenus au 3e Congrès



**Reinhard Reibsch**  
Secrétaire général  
EMCEF, Bruxelles

L'élargissement de l'Europe suppose de nouvelles tâches. Nous veillerons à ce que toutes ces questions soient traitées au mieux de l'intérêt des travailleurs ... la solidarité reste assurément essentielle si on veut éviter les conflits entre pays et susciter une meilleure coopération entre les affiliés.



**L. Brown Ogbeifun**  
Président  
PENGASSAN, Nigeria

Le recours aux travailleurs occasionnels est maintenant très répandu au Nigeria. Ce ne l'était pas dans le passé; c'est une conséquence de la mondialisation. Les travailleurs occasionnels n'ont pas de pension, pas de gratifications. Leur salaire représente le dixième des autres ... pour nous, c'est une nouvelle forme d'esclavagisme du peuple africain, une injustice aux yeux de l'humanité. Ce Congrès est le dernier forum où nous pouvons encore faire entendre notre voix. C'est pourquoi nous nous adressons à vous.



**Hubertus Schmoltd**  
Président  
IGBCE, Allemagne

Les réseaux (comme ceux) de BASF en Amérique latine et en Asie montrent clairement que les avancées obtenues dans le pays d'origine d'une entreprise peuvent, avec l'intervention de l'ICEM, être transposées dans le monde entier. Ils renforcent la coopération et facilitent le règlement des conflits ... La négociation peut être conduite par des organisations internationales, mais c'est aux organisations syndicales nationales à leur donner vie, les contrôler et les surveiller.

Une question qui fédère les organisations syndicales est la nécessité de lutter contre la pauvreté dans le monde. Cette motion (*Pauvreté dans le monde, page 5*) invite les affiliés à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils donnent davantage de moyens au développement et exhorte le FMI et la Banque mondiale à combattre la pauvreté ... la motion appelle aussi tous les pays à pratiquer une taxe sur la spéculation monétaire ... (une telle) idée est un premier pas dans le refus des inégalités dans le monde.



**Gerry Veart**  
Secrétaire national-  
GMB, Royaume-Uni



**Oh Kil-Sung**  
Président  
KCTF, Corée du Sud

Je me félicite de voir l'ICEM faire de la question des travailleurs contractuels une priorité de son prochain programme quadriennal. En Corée, le nombre des contractuels ne cesse d'augmenter et ils représentent maintenant plus de la moitié de la main-d'œuvre ... c'est un problème très grave qui va obérer l'avenir des syndicats coréens



**Bala Somahsundram**  
Secrétaire général  
NMEU, Malaisie

La solidarité, ce n'est pas imposer sa volonté aux autres, et surtout pas à ceux qui ne sont pas en mesure de contribuer au même titre que d'autres.



**Peter Bailey**  
Président, santé et sécurité  
NUM, Afrique du Sud

Sur la question du VIH/Sida ... nous avons développé un cadre global couvrant quatre domaines : prévention et sensibilisation, changement d'attitude, programme de bien-être englobant les soins et l'aide, obtenir des compagnies minières qu'elles contribuent à la recherche d'un traitement.



**Genia Essenina**  
Présidente  
SODRUJESTVO,  
Russie

Il ne peut y avoir d'égalité entre les sexes sans une solidarité globale. Cette solidarité existe entre les femmes qui se soutiennent mutuellement et font de leur mieux pour rendre cette action intéressante, compréhensible et importante pour tous. Cependant, nous n'y arriverons pas sans la solidarité des hommes ... et c'est des hommes que dépend l'avenir de cette action ... de sorte que l'objectif ultime de l'égalité sociale entre hommes et femmes devienne plus qu'un rêve, une réalité.

Chez nous, les syndicats ont des tâches multiples. Nous sommes convaincus de l'importance de l'action menée par l'ICEM dans le domaine de la structuration syndicale dans le monde entier, mais les syndicats de notre région ont aussi besoin d'une aide concrète de l'ICEM en matière de structuration syndicale à l'intérieur des sociétés transnationales ... s'agissant de la privatisation et de la coopération, par la mise en place de sections locales.



**Alexander Yurkin**  
Président  
ATOMPROFSPIKA, Ukraine

# Propos marquants tenus au 3e Congrès



**J. Deluquez Diaz**  
SINTRACARBON,  
Colombie

Les syndicalistes colombiens sont depuis longtemps mis à rude épreuve. Il faut savoir combien l'ICEM et son soutien ont compté pour eux. Nous avons pu parler à des représentants de notre gouvernement, et obtenir ainsi la libération de 14 syndicalistes emprisonnés. Un jour, la situation s'améliorera et (les organisations syndicales) seront à l'origine du changement dans une société meilleure et plus démocratique.



**Binda Pandey**  
Vice-présidente  
NICIWU, Népal

Il est très important que les femmes participent au mouvement syndical parce qu'elles sont de plus en plus nombreuses à travailler. Nous devons organiser, éduquer et former les femmes afin qu'elles s'impliquent dans le mouvement syndical. Il ne faut pas qu'elles soient pratiquement absentes des instances de notre mouvement.



**Erland Lindkvist**  
Secrétaire international  
Svenska Metall, Suède

... la solidarité, c'est se respecter mutuellement et bâtir ensemble quelque chose de fort. C'est se respecter dans tous les sens du terme, depuis la base jusqu'à la tête ... ce Congrès (souligne combien il est important) de tenir compte du niveau local, mais d'un point de vue global, avec des solutions globales internationales.



## Le Congrès propose des solutions globales...

Suite de la page 3



“Nous devons trouver un moyen de répartir plus équitablement la richesse produite dans le monde et nous devons aussi faire en sorte de produire assez de richesses pour assurer une vie décente à tous.”

Fred Higgs juge “extrêmement préoccupante” une superpuissance qui n’hésite pas à recourir à la force avec ou sans mandat international.

En condamnant le terrorisme, Fred Higgs a eu des propos qui nous éclairent sur ses causes : “Comment certains peuvent-ils prétendre vivre dans le luxe, être maître de leur existence alors que d’autres, sur d’autres continents, n’ont rien ? Je ne veux pas dire sur le plan matériel, mais plutôt qu’ils n’ont rien en termes d’espoir, de possibilité d’agir sur leur vie. Une telle désespérance est le terreau du terrorisme.

“Si le monde veut lutter contre le terrorisme, il ne pourra le combattre avec des bombes, par l’invasion, mais en trouvant le moyen de rendre espoir à ces masses humaines.”

Deux autres orateurs ont expliqué, les 28 et 29 août, leur conception du rôle du syndicalisme mondial. Le Secrétaire général de la CISL, Guy Ryder, a rappelé aux délégués de ne pas agir isolément, mais en accord avec des fédérations syndicales internationales comme l’ICEM. “Il s’agit d’un mouvement où les frontières entre le national et l’international s’estompent de plus en plus. Pour être un bon syndicaliste, il faut être un bon internationaliste,” a-t-il déclaré.

Et d’ajouter : “les rares entreprises agissant de manière responsable le font parce qu’elles y

ont été contraintes”.

David Cockroft, le Secrétaire général de la Fédération internationale des ouvriers du transport, a parlé d’un mouvement syndical plus averti. “Dans le transport, nous savons ce que sont les flux tendus, la logistique et tout le jargon de l’industrie. Cela fragilise et nous donne des leviers. Il faut savoir en profiter pour faire réellement pression sur les employeurs influents.”



La manifestation la plus impressionnante fut le défilé des délégations syndicales dans les rues de Stavanger. Sur la musique du Stavanger Brass Band, des délégués arborant toute une série de drapeaux et calicots se sont fièrement rendus au musée municipal du pétrole où le Président du NOPEF, Leif Sande, a accueilli les responsables de l’ICEM du monde entier et leur a parlé des fières traditions syndicales qui ont fait de la Norvège un pays prospère.

### Composition du Présidium de l’ICEM : 2003-2007

John Maitland, Président

Fred Higgs, Secrétaire Général

#### Europe occidentale:

Ben Roodhuizen, FNV Bondgenoten, Pays-Bas

Paul Lootens, CG, Belgique

(ce siège est pourvu par un système de rotation)

Mauro Guzzonato, FILCEA-CGIL, Italie

Hubertus Schmoltdt, IGBCE, Allemagne

Jim Mowatt, T&G, Royaume-Uni

#### Pays nordiques:

Sune Ekbage, Paperindustriarbetareförbundet, Suède

Liv Undheim, NKIF, Norvège

#### Europe centrale:

Juraj Blahak, OZ Chemia, République slovaque

#### Europe orientale:

Alexander Yurkin, ATOM, Ukraine

#### Amérique du Nord:

Donald Langham, PACE, Etats-Unis

Lawrence McBrearty, USWA, Canada

#### Asie-Pacifique:

Tsukasa Hayashi, UI Zensen, Japon

Chueh-an Chuang, TPWU/Taiwan

#### Afrique australe et centrale:

Senzeni Zokwana, NUM,

Afrique du Sud

#### Amérique latine-Caraïbes:

Sergio Novais, CNQ-CUT, Brésil

#### Vice-présidentes féminines:

Genia Essenina, SODRUJESTVO,

Russie

Binda Pandey, NICIWU, Népal

# Composition du Comité exécutif de l'ICEM

## Titulaires d'Europe occidentale:

Veronika Keller-Lauscher, IGBCE/Allemagne  
 Klaus Südhöfer, IGBCE/Allemagne  
 (Espagne, en rotation, à déterminer)  
 Patrick Mazeau, FCE-CFDT/France  
 Antonino Scalfaro, FEMCA-CGIL/Italie  
 (Turquie, à déterminer)  
 Gerry Veart, GMB/Royaume-Uni

## Titulaires féminines:

(Pays-Bas, FNV Bondgenoten/à déterminer)  
 (Autriche, à déterminer)

## Suppléants pour l'Europe occidentale:

Walter Zwierschutz, GdC/Autriche  
 Roland Conus, SIB/Suisse  
 (Espagne, en rotation, à déterminer)  
 Bernard Fraysse, FO/France  
 Romano Bellissima, UILCEM/Italie  
 (Turquie et Grèce, à déterminer)

## Suppléantes féminines:

(Espagne, à déterminer)  
 (Italie/Royaume-Uni, en rotation, à déterminer)

## Titulaires nordiques:

Per Sorensen, SiD/Danemark  
 Rita Pfeifere, LIWU/Lettonie  
 Leif Ohlsson, Industrifackett/Suède  
 Markku Palokangas, Toimihenkilöunioni/Finlande

## Titulaires féminines:

Lilian Knudsen, KAD/Danemark

## Suppléants nordiques:

Ellen Hoigh, KAD/Danemark  
 Feliks Butkevicius, LCIWU/Lituanie  
 Lilian Ringsand, SIF/Suède  
 Lauri Lylly, Sähköliitto/Finlande

## Suppléante féminine:

Jane Korczak, KAD/Danemark

## Titulaires d'Europe centrale:

(Hongrie, à déterminer)  
 Janez Justin, KNG/Slovénie

## Titulaire féminine:

Elena Petrovici, PETROM/Roumanie

## Suppléants d'Europe centrale:

(Serbie et Pologne, à déterminer)

## Suppléante féminine:

Vera Nagy, BMWU/Hongrie

## Titulaires d'Europe orientale:

Lev Mironov, ROGWU/Russie  
 Valery Kuzichev, Electroprovsoyuz/Russie

## Titulaire féminine:

(à déterminer)

## Suppléants d'Europe orientale:

Ivan Mohnachuk, ROSUGLEPROF/Russie  
 Alexander Stinov, RCWU/Russie  
 (Azerbaïdjan/Moldova, en rotation, à déterminer)

## Suppléante féminine:

(à déterminer)



## Titulaires d'Amérique du Nord:

Larry Gregoire, ICWU-UFCW/Etats-Unis  
 Jim Hickenbotham, IBB/Etats-Unis  
 James Pannell, PACE/Etats-Unis  
 Brian Payne, CEP/Canada  
 Cecil Roberts, UMWA/Etats-Unis et Canada

## Titulaire féminine:

Carol Fraser, CEP/Canada

## Suppléant d'Amérique du Nord:

(Etats-Unis 2, à déterminer)  
 George Rogers, IBB/Etats-Unis  
 (Canada 2, à déterminer)

## Suppléante féminine:

(à déterminer)

## Titulaires d'Asie-Pacifique:

Benoyendra Das, INMF/ Inde  
 Bala Somasundram, NMEU/Malaisie  
 Tony Maher, CFMEU/Australie  
 (à déterminer, Denryoku Soren/Japon)  
 Katsutoshi Kato, JEC Rengo/Japon

## Titulaire féminine:

Inde/Singapour/Corée/Australie, rotation/TBD

## Suppléants d'Asie-Pacifique:

Bala Tampoe, CMU/Sri Lanka  
 Thomas Thomas, SSEU/Singapour  
 Graeme Clarke, M&CWU/Nouvelle-Zélande  
 KIM, joo-young, KNEWU/Corée  
 Roberto Padilla, NAMAWU/Philippines

## Suppléante féminine:

Hitomi Inagaki, UI Zensen/Japon

## Titulaire de l'Afrique du Nord – Moyen-Orient:

(à déterminer)

## Suppléant de l'Afrique du Nord – Moyen-Orient:

(à déterminer)

(à déterminer)

## Titulaires d'Afrique australe et centrale:

Gwede Mantashe, NUM/Afrique du Sud  
 Welile Noling, CEPWAWU/Afrique du Sud  
 Robert Kwesi Cole, GMWU/Ghana  
 (Congo/Côte-d'Ivoire, en rotation)  
 Daniel Kayina Imananzim, FENAMICO/Congo  
 Yao K. François, SYNASEG/Côte-d'Ivoire

## Titulaire féminine:

Vida Brewu, GMWU/Ghana

## Suppléants d'Afrique australe et centrale:

Vincent Ujambo, UMMAWU/Ouganda  
 Manene Samela, SACWU/Afrique du Sud  
 (à déterminer, NUPENG/Nigeria)  
 (rotation, Emmanuel Tseleng, BPCWU/  
 Botswana et  
 Edmond T. Ruzive, AMWZ/Zimbabwe)

## Suppléante féminine:

Cecilia Gwamba, BWU/Botswana

## Titulaires de l'Amérique latine et des Caraïbes:

Errol McLeod, OWTU/Trinidad & Tobago  
 Jaime Deluquez, SINTRACARBON/Colombie  
 (à déterminer)

## Titulaire féminine:

Erica Hidalgo, FENATRAPECH/Chili

## Suppléants de l'Amérique latine

## et des Caraïbes:

Gilbert Young Brown, SITRAPEQUIA/  
 Costa Rica  
 (à déterminer)

## Suppléante féminine:

(à déterminer)

## Présidents des Sections d'industrie / Membres de l'Exécutif:

Chimie et sciences du vivant: Michael Mersmann, IGBCE/Allemagne  
 DGOJP: Gijs Honing, FNV Bondgenoten/Pays-Bas  
 Energie: Lars Myhre, NOPEF/Norvège  
 Services de l'environnement: pas de présidence permanente  
 Matériaux: Michel Decayeux, Fédéchimie CGT-FO/France  
 Mines: Senzeni Zokwana, NUM/Afrique du Sud  
 Pâte et papier: Jarmo Lähteenmaki, Paperiliitto/Finlande  
 Caoutchouc: Leo Gerard, USWA/Etats-Unis & Canada  
 Services et divers: pas de présidence permanente



### ***Le Monde du Travail se félicite de l'Attention portée par la Banque mondiale aux Droits du Travail***

Le concept d'investissement socialement responsable pourrait faire un grand pas en avant si une institution dépendant de la Banque mondiale décide effectivement de conditionner l'octroi de ses prêts à l'adhésion aux droits fondamentaux du travail. C'est en tout cas ce que la Société financière internationale (SFI), qui est l'organisme prêteur de la Banque mondiale, a promis à la CISL cet automne.

Dans le courant du printemps 2004, lorsqu'elle arrêtera son nouveau régime de sauvegarde, la SFI devrait inclure dans les conditions générales de ses contrats de prêt le respect de toutes les normes fondamentales du travail reconnues. Jusqu'à présent, la SFI n'imposait aux emprunteurs que le respect de deux conventions fondamentales de l'OIT interdisant le travail des enfants et le travail forcé. Cette nouvelle politique signifie que les droits des travailleurs d'adhérer à une organisation syndicale et de négocier collectivement deviendront aussi des conditions de financement de projets.

En 2003, la SFI a approuvé des nouveaux projets destinés aux pays en développement à hauteur de 5,4 milliards de dollars.

Au début de l'année, elle avait annoncé que les banques de financement allaient souscrire aux critères de protection sociale et environnementale qu'il est convenu d'appeler les "principes de l'Equateur". Le Secrétaire général de la CISL, Guy Ryder, a dit de cette décision d'élargir le mandat de l'organisation aux droits fondamentaux du travail qu'il s'agissait d'un "grand pas en avant qui met les droits des travailleurs au centre des mécanismes de financement internationaux et de la politique économique. Nous sommes prêts à collaborer avec la SFI pour faire en sorte que cette décision soit suivie d'effets."

### ***La CISL dénonce les Violations des Droits en Guyane et à Haïti***

Des rapports publiés par la CISL à l'approche du réexamen, par l'OMC, de la situation en Guyane et en Haïti font état de violations chroniques des conventions de base de l'OIT dans ces deux pays. Ils accusent le gouvernement guyanais d'attiser les tensions entre organisations syndicales à consonance ethnique tandis que pour Haïti, la CISL qualifie les droits des travailleurs de "fondamentalement inexistantes".

La publication de ces rapports était prévue début novembre, pour coïncider avec l'examen, par l'OMC, des politiques commerciales de ces deux pays. Pour la CISL, le statut commercial d'un pays doit être conditionné par les garanties données en matière de respect des droits fondamentaux des travailleurs.

D'après la CISL, en Guyane, les travailleurs syndiqués sont rares dans le secteur privé, les femmes sont reléguées dans des emplois moins rémunérés et le travail des enfants est pratiqué dans l'économie informelle. On trouve aussi des cas de prostitution forcée et de traite des êtres humains dans le commerce du sexe.

Bien que la loi prône la négociation collective, les violations sont légion. Dans le secteur public, le gouvernement tient rarement compte des conventions collectives et les conditions de travail sont imposées par décret administratif. Pourtant, le gouvernement guyanais a ratifié de nombreuses conventions fondamentales du travail.

En Haïti, l'énorme majorité des travailleurs sont dans l'économie informelle. Ceux qui essaient de s'organiser sont l'objet de menaces, de violences qui vont parfois jusqu'à l'assassinat et rien n'indique que le gouvernement cherche à éclaircir les cas de violences contre des syndicalistes. Près de 300.000 enfants sont occupés à des tâches domestiques et beaucoup sont vendus comme esclaves. Haïti a ratifié certaines conventions de base, mais la CISL exhorte son gouvernement à les appliquer et à ratifier les conventions 138 et 182 sur le salaire minimum et le travail des enfants.

### ***Le Gouvernement mexicain ferme son Bureau des Droits de l'Homme***

Sous la houlette du Président Vicente Fox, le gouvernement mexicain vient de faire marche arrière dans le domaine des droits de l'homme en dissolvant son bureau des droits de l'homme. Le ministre des affaires étrangères, Luis Ernesto Derbez, a en effet annoncé que le Sous-secrétariat d'Etat aux droits de l'homme et à la démocratie allait être supprimé pour "raisons administratives".

Cet organisme avait été créé par le Président Fox et il était la première instance de haut niveau en matière de droits de l'homme au Mexique. Cette décision a été critiquée par des mouvements de travailleurs et des groupes de défense des droits de l'homme. Elle a été annoncée à la fin de l'été, le jour même où était publié un rapport accablant dénonçant la façon dont le gouvernement mexicain avait conduit une enquête sur les décès de 300 femmes dans les "maquiladoras" de Ciudad Juarez.

## Ukraine: Conférence des Jeunes dans l'Énergie



La participation des jeunes aux organisations syndicales est une des grandes préoccupations du nouveau programme quadriennal de l'ICEM et son affilié ukrainien est très en pointe sur la question. Le 3e Forum de la Section Jeunesse du Syndicat de l'énergie et l'industrie nucléaires (ATOM) a réuni 370 jeunes, âgés de 20 à 30 ans, près de Kiev. La Section Jeunesse d'ATOM, très active dans le syndicat, parrainait aux côtés du groupe électronucléaire Energoatom cette



manifestation à laquelle ont participé des syndicalistes déterminés d'Ukraine, d'Azerbaïdjan, du Belarus, de Lituanie, de Moldova, de Russie, de Slovaquie et d'Ouzbékistan.

Le but de cette conférence

était de resserrer les liens entre les jeunes syndicalistes et de développer et renforcer le mouvement de jeunesse dans les entreprises du nucléaire civil. Une série d'ateliers, encadrés par des spécialistes du secteur, ont permis à des jeunes travailleurs d'acquérir une formation de militant et d'apprendre à créer des sections de jeunesse dans les communautés

locales.

Dans son exposé, le Président de l'ICEM, John Maitland, a déclaré que les syndicats ont encore beaucoup de chemin à parcourir dans le recrutement de jeunes pour en faire des dirigeants syndicaux. "Pour défendre le statut des syndicats dans le monde, notre place dans la société, il nous faut recruter des jeunes. Nous devons développer nos activités dans ce domaine et c'est pourquoi ce genre d'initiative d'ATOM est à marquer d'une pierre blanche".

Pour sa part, le Secrétaire général de l'ICEM, Fred Higgs, a abordé la question de la corruption : "Mon expérience dans la formation et l'éducation m'a montré que les jeunes travailleurs sont mieux placés pour s'attaquer à ce problème. Il appartient aux syndicats de s'opposer à la corruption, d'où l'importance d'agir dans le bon sens, comme nous le faisons aujourd'hui."

Le Président d'ATOM, Alexander Yurkin, a ouvert le forum et il a également présidé une réunion conjointe du conseil suprême de la Section Jeunesse et du Présidium du syndicat qui ont adopté une stratégie de développement ambitieuse pour la période 2004-2007.

Assistaient également à la conférence Genia Esenina, de Sodrejsv (Russie), et Juraj Blahak, le Président du syndicat slovaque de la chimie, qui a déclaré : "Si nous voulons porter encore plus haut l'étendard du mouvement syndical, il faut développer la solidarité entre les jeunes".

## Un nouveau Coordinateur pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Wilson Campos devient le nouveau coordinateur de la région Amérique latine et Caraïbes de l'ICEM tandis que le bureau régional déménagera de Rio de Janeiro à Sao Paulo. Les affiliés de la région ont approuvé sa nomination lors d'une réunion régionale qui s'est tenue fin septembre.



Âgé de 32 ans, Wilson Campos a consacré l'essentiel de son activité, ces deux dernières années, à des projets de l'ICEM. Il est diplômé des facultés de psychologie et de santé publique de l'Université de Sao Paulo. Depuis 1997,

il collabore à des activités de projet pour des syndicats brésiliens de même que pour l'ICEM dans les domaines de la santé, la sécurité et l'environnement dans les industries de la chimie, du papier du pétrole et du verre.

Il a occupé les fonctions de coordinateur de

ces secteurs pour DIESAT, un consortium de syndicats brésiliens de la chimie, du pétrole, des métaux et de la finance.

"Je m'efforcerais de favoriser le développement des organisations syndicales d'Amérique latine et des Caraïbes et d'améliorer les contacts entre les affiliés de l'ICEM" a déclaré Wilson Campos. "La solidarité internationale doit contribuer à résoudre les problèmes graves et complexes que connaissent des pays comme la Colombie et la Bolivie."

Wilson Campos a également déclaré son intention de mettre sur pied de nouveaux réseaux de travailleurs dans les entreprises de la région et de poursuivre les activités du réseau BASF; il espère aussi faire participer pleinement les affiliés du pétrole et de la pétrochimie de la région au réseau mondial ExxonMobil de l'ICEM.

# Nouvelles des Affiliés

## ***Au Congo, les Syndicats reconstruisent un Pays ravagé par la Guerre***

La reconstruction de la République démocratique du Congo après cinq années d'une guerre civile dévastatrice est une tâche gigantesque. Mais il est encore plus difficile de garantir que les syndicats joueront un rôle, compte tenu des incursions des pays limitrophes, des luttes sanglantes pour s'appropriier les riches ressources naturelles du Congo et l'action d'un dictateur qui a tout fait pour marginaliser les syndicats et les mettre à l'écart.

Mais les choses sont en train de changer, en grande partie grâce au Projet de perfectionnement des délégués d'atelier de l'ICEM, aux efforts de deux affiliés congolais et au Mineworkers Union of Zambia (MUZ), un autre affilié de l'ICEM. Du 24 au 26 octobre, le Coordinateur régional pour l'Afrique australe et centrale de l'ICEM, Fabian Nkomo, a organisé avec 18 syndicats congolais une série d'ateliers à Kinshasa afin de bâtir un mouvement syndical unifié.

Rien de surprenant à ce que, dans l'état de délabrement actuel de l'exploitation des ressources minières et naturelles, les salaires n'aient plus été payés depuis près de trois ans et des dizaines de milliers de mineurs retraités n'aient toujours pas touché leur pension de 1993. Nos affiliés du pétrole, de l'énergie et de la chimie, FENAMICO et FNTPEC, vont avoir un rôle vital à jouer. Le séminaire du mois d'octobre a élu un comité de six personnes dirigé par le Président de FENAMICO, Daniel Kayina, qui se chargera de mettre sur pied au Congo un mouvement syndical démocratique, responsable et sensible aux besoins des travailleurs.

Les obstacles sont énormes : manque d'investissements extérieurs légitimes, retraits de l'industrie occasionnés par de multiples revendications contradictoires sur des gisements riches de minéraux précieux, pratiques de gestion autocratique et surtout, manque de moyens pour la structuration syndicale. Mais l'ICEM et ses affiliés ont entrepris une tâche ardue qui, à terme, ne pourra que profiter aux travailleurs congolais.

## ***Des Affiliés britanniques repoussent la Menace que Rhodia faisait planer sur les Pensions***

Dans un conflit qui fera date dans l'histoire de la résistance du mouvement syndical britannique à l'agression contre les pensions, deux affiliés sont passés à l'action et ont fait appel aux pressions de l'ICEM pour préserver leurs régimes de pension face au groupe français de la chimie Rhodia qui voulait exclure les derniers embauchés d'un régime de pension par répartition pour les obliger à cotiser à un régime par accumulation.

Amicus et GMB se sont opposés à cette proposition en recourant à des débrayages sporadiques et roulements pendant les mois de juillet et août à deux usines chimiques de Grande-Bretagne. Fin août, le Secrétaire général Fred Higgs a écrit à la direction pour lui dire que l'ICEM était sur le point d'étendre le conflit au monde entier "ainsi qu'à nos innombrables affiliés de l'industrie chimique dans le monde." Ces actions ont permis d'arracher à Rhodia la promesse de ne pas toucher au plan de pension original jusqu'en 2012.

Le 4 septembre, la veille du jour où 600 adhérents des usines de Widnes, dans le Cheshire, et d'Oldbury, dans les West-Midlands, devaient commencer un nouvel arrêt de travail de 24 heures, la direction britannique de Rhodia a contacté les syndicats et leur a proposé de retirer ses demandes de concessions. Selon le Secrétaire national du GMB, Gerry Veart, les travailleurs des deux usines "ont montré que leur action leur a permis de garantir leurs pensions pour les neuf prochaines années, ce que personne d'autre n'a réussi à faire au Royaume-Uni."

"C'est une victoire pour nos adhérents qui sont déterminés à défendre leurs pensions et à protéger le bien-être financier de leurs familles", a ajouté le Secrétaire national d'Amicus, Gordon Hopwood.

## ***Election du Bureau d'un Syndicat de Mineurs en Turquie***

Le septième Congrès général du syndicat des mineurs turcs Maden-Is Sendikasi s'est tenu en septembre. Son nouveau Comité exécutif élu se compose de Hasan Huseyin Kayabasi, Président, Murat Bekem, Vice-président, Nayim Sezer, Secrétaire général, İsmail Aslan, Secrétaire-Trésorier, İbrahim Ayaz, Secrétaire chargé de l'organisation, Ekrem Fedai, Secrétaire chargé de la négociation, et Nurettin Ince, Secrétaire chargé de l'éducation.

Le syndicat, qui compte 27.000 adhérents dans le secteur de la mine, est affilié à l'ICEM ainsi qu'à la Fédération européenne des travailleurs des mines, de la chimie et de l'énergie (EMCEF).



*Occupation des locaux par les adhérents de Kristal-Is à l'usine Pasabahce d'Eskisehir.*

## Le Syndicat turc du Verre ne cède pas

Les efforts entrepris par l'industrie turque du verre pour mettre à genoux l'affilié de l'ICEM et de l'EMCEF Kristal-Is se sont heurtés à une résistance farouche.

Pasabahce, premier fabricant de verre du pays et membre du groupe Sisecam a cru pouvoir s'appuyer sur le soutien de l'Association des employeurs de l'industrie verrière turque pour échapper à la négociation collective en invoquant une clause du code du travail selon laquelle 10% au moins des travailleurs d'une industrie en particulier doivent être affiliés à un syndicat pour que celui-ci puisse être reconnu.

Kristal-Is compte 5.000 adhérents dans 13 des 15 verreries du pays, soit 90% de tous les travailleurs du verre de Turquie. En juillet 2002, l'industrie a contesté ladite clause devant une juridiction du travail, mais une instance supérieure a reconnu, en mai 2003, le droit du syndicat de négocier. Depuis, l'industrie a introduit un autre recours contre cette règle des 10% et a même fait de l'obstruction judiciaire peu avant la décision du mois de mai.

Les choses ont basculé début septembre lorsque 700 travailleurs et des sous-traitants de l'usine Pasabahce d'Eskisehir, construite en 1999, ont adhéré à Kristal-Is. Pasabahce a réagi en tentant de forcer les syndicalistes à présenter leur démission. N'obtenant pas le résultat escompté, elle en a licencié 300 le 27 septembre et 50 de plus en octobre.

Ces licenciements ont été suivis d'une occupation massive des travailleurs renvoyés et de leurs familles devant les grilles de l'usine tandis qu'à l'intérieur, 400 membres du personnel entamaient une grève sur le tas. Les travailleurs du verre d'autres usines du pays ont organisé des grèves avec occupation et des défilés

pour protester contre les pratiques déloyales de Pasabahce.

Le 16 octobre, les travailleurs licenciés ont été manifester devant le siège de Sisecam, à Istanbul, tandis qu'une action de grève d'envergure était prévue pour l'ensemble de l'industrie en novembre.

Kristal-Is a ensuite demandé le soutien de l'ICEM et de l'EMCEF qui sont intervenues ensemble en son nom. Le Secrétaire général Fred Higgs a écrit le 2 octobre à Pasabahce que de telles pratiques constituent une violation aux conventions 87, 98 et 158 de l'OIT, qui ont toutes été ratifiées par la Turquie. "Ensuite, ces infractions aux droits légitimes des travailleurs ... n'augure rien de bon pour vous ou pour la République de Turquie au moment où celle-ci se prépare à demander son adhésion à l'Union européenne."

La direction a répondu par une lettre sèche contestant la version de l'ICEM et déclarant que les travailleurs licenciés étaient employés par un sous-traitant dont le contrat était arrivé à terme. Fred Higgs a répondu en pointant du doigt les manœuvres juridiques de l'entreprise, son recours croissant à la sous-traitance pour éviter que le syndicat devienne majoritaire, alors même que le personnel des sous-traitants choisit de se faire représenter par Kristal-Is.

Pour le directeur international de Kristal-Is, Aziz Celik, "la tactique est celle des repréailles, tout d'abord en faisant blocage à nos activités à l'intérieur des usines, puis en tentant de faire interdire notre syndicat par la voie légale, et maintenant par des cessations d'emploi. Notre syndicat est démocratique. Nos membres peuvent élire leurs dirigeants, et c'est précisément ce qu'on n'aime pas chez Pasabahce."